ENGAGEMENT DES PAYS POUR LE FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Campagne de Sensibilisation sur le Financement de l'Education

"L'Education Multiplie les Opportunités: Investissons dans l'Avenir"

Identification du Pays Partenaire

Pays:	**BURUNDI**
Ministère/Institution:	**Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS)**
Date:	**26 mars 2026**

1.Engagement en terme de Volume des Ressources Publiques Allouées à l'Education		
1.1. Veuillez sélectionner les domaines d'engagement en cliquant sur les cases pertinentes		
☒ Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du budget national (Hors services de la dette nationale)	☐ Augmenter ou maintenir les dépenses consacrées à l'éducation, estimées en pourcentage du PIB	☐ Autre (Veuillez préciser)
1.2. Description du périmètre budgétaire de l'éducation		
Veuillez énumérer tous les ministères et autres institutions compétentes pris en compte dans le calcul des dépenses consacrées à l'Education. Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) regroupe tous les niveaux du système éducatif (du préscolaire à l'enseignement supérieur et la formation professionnelle). Outre le MENRS, des budgets sont alloués aux ministères en charge de la Santé, de la Fonction Publique, de l'intérieur et de la Défense qui contribuent au système éducatif.		
1.3. Dépenses historiques et prévues		

2025	2026	2027	2028	2029	2030

Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette): **14,4%**	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette**): 15,2%**	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) **: 15,5**	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette): **16%**	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette) :**16,2%**	Pourcentage (% du budget national-Hors services de la dette): **16,4%**
Pourcentage (% du PIB) **: 5%**	Pourcentage (% du PIB) (**4,8%**	Pourcentage (% du PIB) **5%**	Pourcentage (% du PIB) **5,1%**	Pourcentage (% du PIB) **5,2%**	Pourcentage (% du PIB) **5,2%**
Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)	Pourcentage (Autre)
Valeur monétaire -*Monnaie locale* : *Francs Burundais (Bif)* - *Montant total des dépenses en Monnaie locale* : 731,1 Milliards Bif	Valeur monétaire -*Montant total des dépenses en Monnaie locale :672 MILLIARDS*	Valeur monétaire - *Montant total des dépenses en Monnaie locale : 692 MILLIIARS*	Valeur monétaire - *Montant total des dépenses en Monnaie locale: 732 MiLIIARDS*	Valeur monétaire - *Montant total des dépenses en Monnaie locale: 753 MILLIARQ*	Valeur monétaire -- *Montant total des dépenses en Monnaie locale:* 774 MILLIARDS

Veuillez indiquer si vous avez des plans pour augmenter les ***dépenses par enfant consacrées à l'éducation :*** ☐*Oui X* ☐*Non*

Valeur de base :
- *Année : 2026*
- *Montant par enfant : DIFFICILE A DETERMINER DIRECTEMENT*

Ciblé:
-*Année: Fonds dédié à la santé et Education dans le budget de l'Etat*
-*Montant par enfant*

-Veuillez indiquer le document ou le cadre stratégique d'où provient la valeur de base et la cible des dépenses par enfant consacrées à l'éducation Loi budgétaire 2026

MULTIPLIER LES POSSIBLES
FINANCER L'ÉDUCATION

1.4. Base de l'engagement pour augmenter ou maintenir le volume des dépenses consacrées à l'éducation

Veuillez indiquer et décrire brièvement des actions en cours ou planifiées visant à augmenter les ressources financières consacrées a l'Education:

☒ *Collecter des revenus additionnels (e.g., à travers des réformes sur les politiques de taxation ou l'amélioration des collectes de taxes).*

Le Burundi mène actuellement plusieurs **réformes des finances publiques** pour améliorer sa situation économique, augmenter ses recettes et mieux gérer ses dépenses.

- Numérisation des impôts (déclarations et paiements en ligne, facturation électronique)
- Création d'un registre des contribuables pour mieux identifier les assujettis
- Réduction des exonérations fiscales jugées excessives
- Élargissement de l'assiette fiscale (nouvelles taxes, meilleure collecte)

☐*Développer des stratégies de mobilisation de ressources pour le financement durable de l'éducation (e.g., Prélever des taxes spécifiques pour créer un fonds dédié à l'éducation, établir des partenariats public-privés, etc.).*

☒ *Améliorer l'exécution du budget alloué à l'éducation.*

Le gouvernement Burundais accorde une place importante à l'éducation et un suivi régulier de tous les projets et du budget de l'État est fait grâce à un tableau de suivi de la Primature que tous les partenaires doivent renseigner régulièrement.

☐*Autre. Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

2.Engagement en termes d'Efficience des Dépenses Publiques Consacrées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'efficience des dépenses publiques consacrées à l'éducation:

☒ *Améliorer les Systèmes de Gestion des Finances Publiques pour une meilleure gouvernance, et des mécanismes de redevabilité et de mise en œuvre plus efficaces.*

Le Burundi met en place une réforme majeure avec l'élaboration des **budgets – programme** et mieux lier les dépenses à des objectifs de performance**.**

☐ *Améliorer la gestion et les mécanismes de rémunération des enseignants. Veuillez préciser*

☒ *Réduire la fragmentation des mécanismes de financement et de mise en œuvre. Veuillez préciser*
Le Burundi envisage de recréer un Fonds commun de l'éducation qui vise à améliorer l'efficacité de l'aide et renforcer l'harmonisation des procédures. Par définition, le FCE vise à réduire la fragmentation de l'aide.

☒ *Renforcer les systèmes de suivi et la disponibilité des données éducatives et financières.* Le MENRS s'est engagé dans la révision de son système de collecte de données statistiques (SIGE) afin de combler les lacunes existantes et de renforcer la gestion axée sur les performances. La gestion des ressources humaines est intégrée dans la révision du SIGE.

☒ *Adopter des approches innovantes de budgétisation orientées vers les résultats (e.g. Budgétisation basée sur les résultats);*
Le Burundi déploie progressivement le financement basé sur les performances pour les établissements scolaires et les services déconcentrés.

☐ *Renforcer la prestation des services éducatifs pour améliorer les apprentissages, la rétention et l'achèvement ;*
Le Burundi a élaboré le plan sectoriel de l'éducation (PSE 2022 – 2030 qui guide les orientations éducatives des du Ministère pour les prochaines années. Pour améliorer les apprentissages, la rétention et l'achèvement, les interventions suivantes sont déployées :

- Renforcement de la **formation initiale** des enseignants du fondamental avec la révision des curricula
- Renforcement de la formation continue des enseignants avec notamment la création des **réseaux scolaires** (l'Ordonnance Ministérielle n° 610/151 du 17 février 2022) et la fourniture de matériels pédagogiques aux réseaux scolaires destinés aux enseignants afin d'améliorer leurs prestations dans les salles de classe.
- Le renforcement de **l'encadrement pédagogique** des enseignants à travers le renforcement des capacités des services déconcentrés et des inspecteurs
- Le renforcement de **l'alimentation scolaire**
- **Lutte contre le redoublement**. Le taux de redoublement au Burundi est élevé en raison d'une perception relativement positive des parents, des enseignants sur le redoublement. Le MENRS met en place de multiples interventions pour sensibiliser les communautés aux impacts négatifs du redoublement

- Le renforcement de **l'enseignement des sciences et des technologies** à l'enseignement fondamental et post-fondamental afin de rééquilibrer les orientations des étudiants vers des choix plus nombreux et des filières porteuses d'emplois, d'innovations et de développement.
- **Équiper les établissements scolaires en matériels didactiques, pédagogiques et informatiques**

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

3.Engagement en termes d'Equité dans les Dépenses Publiques Allouées à l'Education

Veuillez indiquer et décrire brièvement les actions en cours ou planifiées visant à améliorer l'équité des dépenses publiques consacrées à l'éducation :

☒ *Renforcer les politiques et mécanismes d'allocations des ressources publiques, notamment par l'adoption de formules de financement fondées sur les besoins des établissements scolaires ou l'allocation des enseignants. _*
Le Burundi déploie progressivement le financement basé sur les performances, notamment pour les établissements scolaires et les services déconcentrés. Plusieurs objectifs sont poursuivis, combinant des logiques économiques, pédagogiques et de gouvernance. L'idée centrale est de conditionner les ressources à des résultats concrets pour améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs et renforcer la redevabilité des acteurs du système éducatif.
Pour les zones connaissant les niveaux les plus élevés de pauvreté, le MENRS développera les programmes de nutrition scolaire. Le montant consacré à ces programmes augmentera de 67 % au cours des dix années de la prévision, selon les projections validées du modèle de simulation

☐ *Assurer le suivi des allocations équitables des ressources publiques.*

☒ *Adopter des mécanismes de budgétisation en faveur des régions défavorisées, ou des approches basées sur le genre, et l'inclusion.* Le Burundi a adopté un nouveau découpage territorial avec des services déconcentrés et décentralisés qui se répartissent en région (5), en province (42) et en zone administratives (447). Ce maillage vise à se rapprocher des établissements scolaires, là où se produisent les résultats. Le gouvernement Burundais alloue des ressources aux services déconcentrés et

décentralisés de l'éducation et poursuivra ses allocations en mettant en place une clé de répartition afin de prendre en considération les régions défavorisés et les disparités de genre.

☒ *Orienter les ressources vers la réduction des disparités d'accès.* Le MENRS dispose d'une carte scolaire, permettant d'orienter les ressources vers la réduction des disparités d'accès. Les efforts de construction du gouvernement sont de deux types :

- Adjonction de nouvelles salles de classes dans des écoles existantes. Cette pratique est destinée à réduire le nombre de situations critiques en termes de ratio nombre d'élèves par salle de classe. Cette politique concourt en premier lieu à améliorer l'équité dans l'accès, mais il s'agit en même temps d'une politique de qualité, par la réduction des effectifs pléthoriques rendant les conditions d'apprentissage trop fragiles ;
- Création et construction de nouvelles écoles. L'objectif est ici de disposer à terme d'au moins une école fondamentale publique par colline de recensement, afin que les enfants ne soient pas obligés de de couvrir de longues distances pour fréquenter l'école.

☐*Autre, Veuillez préciser*

NB: Le choix des actions de politiques publiques doit être soutenu dans la mesure du possible soit par le Plan National de Développement, le Plan Sectoriel de l'Education (PSE), le Pacte Partenarial ou d'autres documents de politiques publiques officiellement approuvées.

4.Approbation des engagements

Veuillez indiquer la liste des institutions qui ont approuvé les engagements de votre pays

☐Bureau du Président ☐ Bureau du Premier Ministre ☐ x Ministre des Finances ☐ XMinistre de l'Education ☐Autres Ministères ou Départements (Veuillez préciser)